

Sciences sociales et classes populaires

Résumé

Comme chaque année, les doctorant·es du laboratoire ACP (EA 3350) de l'Université Gustave Eiffel organisent une journée d'étude pluridisciplinaire. Le thème de cette journée porte sur les rapports entre sciences sociales et classes populaires. L'objectif de cette journée est de réfléchir et discuter sur la façon dont les chercheuses et chercheurs en histoire, géographie, sociologie et STAPS s'emparent de cette notion polysémique de populaire, et de cet objet multiforme de classes populaires dans leurs travaux.

Introduction

Que ce soit dans des discussions quotidiennes, le champ médiatique ou dans celui des sciences sociales, le qualificatif de "populaire" est omniprésent. La prolifération de ce terme, même si nous pouvons considérer qu'il est en perte de vitesse dans la sphère académique (Hugrée, Pénissat et Spire, 2017), a pour corollaire une très grande diversité de sens, tant en fonction de la personne qui l'utilise que de son espace d'usage et des ambitions du locuteur ou de la locutrice. Si penser les "classes populaires" est presque consubstantiel des sciences sociales ; celles-ci en ont d'ailleurs fait un concept-clef autant que très malléable. Inversement, les "classes populaires" sont confrontées aux sciences sociales par des enquêtes les concernant ou, même si cela est plus rare, en faisant elles-mêmes cette histoire, comme dans le cas de la *workshop history* britannique.

Interroger les relations entre sciences sociales et classes populaires c'est donc tout à la fois repenser les définitions de ces deux ensembles, les modalités et les finalités de l'enquête scientifique et les rapports à la science et au politique. Si ces axes de réflexions ne sont pas neufs, ils sont à reprendre à nouveaux frais dans le triple contexte d'une diffusion croissante des savoirs académiques, de leur fragilisation et de leur réflexivité.

Définitions

La notion de classes populaires a suscité et continue de poser aux sciences sociales des questions importantes de définition. Pour les chercheur·ses qui la mobilisent, il y a un enjeu à défendre sa pertinence théorique face aux débats dont elle peut faire l'objet. Dans la société française contemporaine, les transformations des cinquante dernières années ont poussé à la conceptualisation de "classes populaires", se substituant ou s'ajoutant à la "classe ouvrière". En parlant de "classes populaires", les sociologues tenant·es de cette notion ont cherché à donner un nom à cette nouvelle réalité que constituait une classe dominée touchée par la tertiarisation de l'économie, la désindustrialisation, la féminisation et la précarisation. L'usage du pluriel montre bien à quel point la diversité des groupes concernés est d'emblée soulignée, en termes de situation salariale, lieu de résidence, genre, position dans les rapports de "race" et génération.

On peut s'interroger sur la transposition de cette notion de classes populaires, et plus généralement de populaire, dans différents espaces et temporalités étudiés en sciences sociales. En géographie et en sociologie urbaine, c'est la notion de quartier populaire qui est beaucoup mobilisée dans les travaux, avec comme cas d'étude les quartiers de grands ensembles de banlieue ou les quartiers populaires de centres anciens en cours de gentrification, et tout récemment l'émergence de la notion de centralité populaire à partir de l'exemple de Roubaix (Collectif Rosa Bonheur, 2019). Dans le contexte des métropoles latino-américaines où l'autoconstruction est la règle dans les quartiers de banlieue, les chercheurs autour d'Héctor Quiroz Rothe reprennent les questions de Pedro Barragán (Barragán, 2012) et construisent des méthodes pour les études sur ce qu'ils appellent un urbanisme populaire (Rothe, 2014).

En histoire, les travaux récents de Michèle Zancarini-Fournel et de Gérard Noiriel, s'ils se distinguent par le traitement du populaire qu'ils proposent, tendent à inscrire cette notion de classes populaires dans des rapports de domination dont l'analyse permet de prendre en compte "toutes les formes de malheur social" (Noiriel, 2018, p.8), et contre lesquels ces populations luttent (Zancarini-Fournel, 2017). Reprenant ainsi les leçons de la *people's history* d'Howard Zinn (Zinn, 1980), ces deux auteurs étendent la définition de populaire à l'ensemble des populations dominées.

Dans ce paysage diversifié et contesté de l'utilisation de la notion populaires en sciences sociales, comment les chercheur·ses qui travaillent sur les classes populaires et les dominé·es construisent-ils et légitiment-ils leurs concepts et cadres théoriques, en l'adaptant aux différents contextes géographiques et historiques d'étude ?

Enquête

Largement débattue et utilisée, la notion de populaire est remise en cause dans les recherches récentes qui lui reprochent une certaine inadaptation aux contextes particuliers de leurs terrains d'enquête et qui soulignent qu'elle n'est pas spontanément utilisée par les enquêté·es (Alonzo, Hugrée, 2010), ou inadaptée aux réalités soulevées par les terrains d'enquête. Les problématiques portent alors autant sur la manière dont s'approche ou se construit le terrain "populaire" que sur la position que l'enquêteur·ice y adopte.

L'accès aux réalités du terrain, et aux mots qui les disent, introduisent des positions d'enquêteur·ice différentes. Celle du "sauveteur" ou du "passeur" est souvent prise par les historien·nes, contraint·es par des sources rares ou médiées par des institutions dominantes, dans lesquelles ils et elles ne trouvent souvent que des "voix" éparses ou incomplètes émergeant du groupe populaire (Thompson, 1963 ; Farge, 2019). Celle du "traducteur", dans les enquêtes ethnographiques demande aux chercheur·ses d'élucider ce contexte, faute de quoi tout le sens se perd (Collectif Rosa Bonheur, 2019).

Cela pose également la question de la place du terrain dans le travail de recherche dans son ensemble. Certaines démarches restent au plus près du travail ethnographique et utilisent au maximum les mots et les situations observées sur le terrain pour en décrire la réalité ; elles parlent donc plutôt d'un groupe social situé, qui vient interroger, spécifier ou limiter la notion de populaire offerte par les sciences sociales (Coquard, 2018). D'autres à l'inverse abordent le ou les terrains par les grilles de lectures et les définitions de ces approches plus théoriques, leur ambition tendant alors moins vers leur remise en cause que vers leur illustration et leur enrichissement (Noiriel, 2019). Ces écarts méthodologiques montrent que l'échelle choisie est capitale dans le sens que prend la notion de « populaire » dans les différentes recherches et dans la nature des phénomènes que celles-ci sont à même d'étudier.

Cela interroge sur le rôle des différentes échelles dans la définition des sens du populaire. Ainsi, comment le travail d'enquête parvient-il à se saisir de cette notion polysémique ? Est-elle forcément exogène au terrain, et résulte-t-elle donc de constructions de la part des chercheur·ses ? Quels sont les effets de son utilisation dans des contextes ou des échelles différents ?

Diffusion, vulgarisation, restitution

Enfin, lorsque l'on s'intéresse au(x) rapport(s) entre sciences sociales et classes populaires, il convient de s'interroger sur la diffusion, la transmission du savoir scientifique en dehors des seuls cercles universitaires. La volonté de vulgarisation des travaux scientifiques est une démarche que l'on peut faire remonter jusqu'au XVIII^e siècle et à *L'Encyclopédie* (Scheile, 1983), même si l'idée n'est alors pas forcément de toucher directement les classes populaires mais ceux qui sont exclus des différents cercles.

Actuellement, de nombreuses publications interrogent ces pratiques et ces intérêts (Jurdant, 2009; Jacobi, D., Schiele, B. & Cyr, M.-F., 1990).

Ainsi, il semble que régulièrement, les chercheurs et chercheuses aient souhaité dépasser le seul cadre de leur pairs et tenté de diffuser de manière plus large leurs conclusions ou interrogations. Récemment, ces démarches de vulgarisation, dans une certaine mesure des connaissances, ont pu être dirigées vers les populations qui ont été l'objet de recherches et d'enquêtes. Ainsi, dernièrement, plusieurs chercheurs et chercheuses ont manifesté la volonté de restituer à des populations autochtones les résultats des recherches qu'ils ont menées les concernant. Au Québec et en Amérique du Nord au sens large, de nouveaux protocoles de recherches sont de plus en plus mis en œuvre comportant des contrats passés entre nations autochtones – dont l'étude relève de l'"histoire populaire", si l'on considère les définitions de Michèle Zancarini-Fournel et Gérard Noiriel, dans le sens où elles ont été dominées par la colonisation (Zancarini-Fournel, 2017 ; Noiriel, 2018) – et chercheur·ses, impliquant un retour des savoirs produits par les scientifiques aux populations qui ont accepté de les laisser accéder à leur objet.

Cette question de la transmission mais aussi d'une forme de restitution des savoirs des sciences sociales, en particulier lorsqu'elle porte sur des populations ou des groupes en situation de domination, nous paraît donc pertinente à interroger. Celle-ci soulève beaucoup de questions : éthiques, d'indépendance et de pertinence de la recherche. Faut-il considérer que les travaux scientifiques ne sont destinés qu'à la communauté universitaire ? Au contraire, ou parallèlement, la vulgarisation de ses recherches doit-elle faire partie intégrante de la démarche du chercheur ou de la chercheuse en sciences sociales étudiant des catégories dominées ou des classes populaires ? Si oui, de quelle manière vulgariser et diffuser ses recherches ? Tout l'enjeu de ces questions et de cette journée d'étude est donc également de s'interroger sur la relation entre les classes populaires et les sciences sociales. Est-ce une relation à sens unique ? Peut-on, doit-on, envisager une réciprocité ? Selon quels termes ?

Bibliographie :

- ALONZO, Philippe, HUGREE, Cédric, 2010, *Sociologie des classes populaires*, Paris, Armand Colin.
- COLLECTIF ROSA BONHEUR, 2019, *La ville vue d'en bas ; travail et production de l'espace populaire*, Paris, Editions Amsterdam.
- COQUARD, Benoît, 2018, "Déjà nous. Un sentiment d'appartenance sélectif en milieu populaire", *Politix*, vol. 122, p. 57-78.
- BARRAGÁN, Pedro Moctezuma. *La chispa.: Orígenes del Movimiento Urbano Popular en el Valle de México*. Mexico, Delegación Iztapalapa - para Leer En Libertad, 2012.
- FARGE, Arlette, 2019, *Vies oubliées. Au coeur du XVIIIe siècle*, Paris, La Découverte.
- HUGREE C., PENISSAT E., SPIRE A., 2017, *Les classes sociales en Europe. Tableau des nouvelles inégalités sur le vieux continent*, Marseille, Agone.
- JACOBI, D., SCHIELE, B. & CYR, M.-F., 1990, « *La vulgarisation scientifique et l'éducation non formelle* », *Revue française de pédagogie*, 91.
- JURDANT, B., 2009, *Les problèmes théoriques de la vulgarisation scientifique*, Paris, Archives contemporaines.
- NOIRIEL G., 2018, *Une histoire populaire de la France. De la guerre de Cent Ans à nos jours*, Paris, Agone.
- ROTHE, Héctor Quiróz. *Aproximaciones a la historia del urbanismo popular: una mirada desde México*. Mexico, Universidad Nacional Autónoma de México, 2014.

- SCHIELE B., 1983, « Les enjeux cachés de la vulgarisation scientifique », *Communications. Information Médias Théories*, 2/3.
- THOMPSON, Edward Palmer, 1963, *La formation de la classe ouvrière anglaise*, trad. fr. 1988, Paris, Seuil.
- ZANCARINI-FOURNEL M., 2017, *Les luttes et les rêves. Une histoire populaire de la France de 1685 à nos jours*, Paris, Zones
- ZINN H., 2003 [1980], *Une histoire populaire des Etats-Unis. De 1492 à nos jours*, Paris, Agone

Modalités de soumission

Les intervenant·es seront invité·es à s'exprimer et à présenter des réflexions méthodologiques sur leur(s) cas d'étude pendant quinze minutes, suivies d'une dizaine de minutes de questions et d'échanges.

Un résumé d'**une page au maximum** de la communication proposée (CV de l'auteur·e inclus) est à envoyer **avant le 15 janvier 2021** à tristan.loubes@univ-eiffel.fr.

Une notification d'acceptation ou de refus des propositions sera délivrée **le 1er février 2021**.

La journée se déroulera **le vendredi 21 mai 2021** sur le campus de l'Université Gustave-Eiffel (Champs-sur-Marne). Les frais de transport et d'hébergement des intervenants pourront être pris en charge par le laboratoire ACP.

Comité d'organisation

Clément Carnielli - doctorant en histoire
 Florence Costa - doctorante en géographie
 Laura Durand - doctorante en géographie
 Danilo Guiral Bassi - doctorant en histoire
 Thierry Guillopé - doctorant en histoire
 Paul Lesieur - doctorant en histoire
 Tristan Loubes - doctorant en histoire
 Marion Philippe - doctorante en STAPS

Comité scientifique

Tout le laboratoire ACP